

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants des résultats financiers de décembre 1997

Excédent budgétaire de 3,6 milliards de dollars en décembre 1997

Un excédent budgétaire de 3,6 milliards de dollars, le plus important excédent mensuel de toute notre histoire, a été enregistré en décembre 1997. Cela représente 1,4 milliard de dollars de plus que l'excédent de 2,2 milliards constaté en décembre 1996. L'amélioration d'une année sur l'autre est entièrement attribuable à l'augmentation des recettes, puisque les frais de la dette publique ont légèrement augmenté et que les dépenses de programmes sont demeurées relativement inchangées.

Les recettes budgétaires ont grimpé de 1,5 milliard de dollars (10,3 p. 100). Ces recettes sont généralement plus élevées en décembre que pendant tout autre mois de l'exercice puisque les résultats de décembre comprennent les versements finaux d'impôt sur le revenu des sociétés pour la plupart des institutions financières, les acomptes provisionnels trimestriels et le transfert des bénéficiaires de la Banque du Canada. Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont grimpé de 1,1 milliard de dollars. Près de la moitié de cette hausse représente les sommes recouvrées à même les cotisations d'assurance-emploi au titre de montants payés en trop pour l'année d'imposition 1996 et traduit le fait que les recettes ne font plus partie des recettes non fiscales, et n'ont donc plus de répercussions directes sur l'augmentation globale des recettes budgétaires. Le reste est principalement attribuable à des acomptes provisionnels trimestriels plus élevés. Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 0,6 milliard de dollars, reflétant les paiements en règlement final versés par les sociétés dont l'exercice prend fin le 31 octobre. Les rentrées de la taxe sur les produits et services (TPS) ont grimpé de 0,3 milliard de dollars et les recettes non fiscales, de 0,4 milliard, surtout en raison de la hausse des bénéficiaires de la Banque du Canada. Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont fléchi de 0,9 milliard de dollars, traduisant l'effet des nouvelles exigences de versement en vigueur depuis janvier 1997 et un virement aux rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers au titre de montants payés en trop pour l'année d'imposition 1996.

Excédent budgétaire de 5,0 milliards de dollars d'avril à décembre 1997

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 1997-98, on enregistre un excédent budgétaire de 5,0 milliards de dollars, soit un redressement de 10,9 milliards par rapport à la même période l'an dernier. Cette amélioration d'une année sur l'autre est largement imputable à la vigueur croissante de l'économie et à l'effet des mesures contenues dans les budgets précédents. Les recettes budgétaires ont augmenté de 6,8 milliards de dollars (6,7 p. 100), les dépenses de programmes ont diminué de 2,9 milliards (3,9 p. 100), et les frais de la dette publique ont reculé de 1,2 milliard (3,4 p. 100).

Excédent financier de 14,8 milliards de dollars d'avril à décembre 1997

En raison d'un excédent budgétaire de 5,0 milliards de dollars et de ressources nettes de 1,9 milliard au chapitre des opérations non budgétaires, on constate, abstraction faite des opérations de change, un excédent financier de 6,9 milliards, comparativement à un besoin net de 2,9 milliards pour la même période l'an dernier. Les opérations de change se sont soldées, pour le gouvernement, par des ressources nettes de 7,8 milliards de dollars pour la période d'avril à décembre 1997, comparativement à un besoin net de 2,2 milliards au cours de la même période en 1996-97. Il en résulte donc un excédent financier totalisant 14,8 milliards de dollars à ce jour, contrairement à un besoin net de 5,1 milliards pour la même période l'an dernier. Au cours des neuf premiers mois de 1997-98, une somme nette de 12,9 milliards de dollars a été versée en remboursement de la dette détenue sur les marchés et l'encaisse s'est accrue de 1,9 milliard.

Budget équilibré prévu pour 1997-98

Les résultats financiers enregistrés à ce jour, l'évolution prévue de la situation d'ici la fin de l'exercice (y compris les ajustements découlant de la comptabilité de fin d'exercice) et les mesures annoncées dans le budget de 1998 laissent prévoir un budget équilibré pour 1997-98.



La revue financière

Tableau 1

État sommaire des opérations

	décembre		d'avril à décembre	
	1996	1997	1996-97	1997-98
	(en millions de dollars)			
Opérations budgétaires				
Recettes	14 173	15 630	101 830	108 673
Dépenses de programmes	-8 344	-8 309	-73 961	-71 066
Excédent de fonctionnement	5 829	7 321	27 869	37 607
Frais de la dette publique	-3 638	-3 718	-33 795	-32 630
Déficit ou excédent	2 191	3 603	-5 926	4 977
Opérations non budgétaires	-1 369	-2 426	2 994	1 936
Besoins financiers ou excédent (opérations de change exclues)	822	1 177	-2 932	6 913
Opérations de change	1 573	2 238	-2 206	7 840
Total des besoins financiers ou excédent	2 395	3 415	-5 138	14 753
Opérations de la dette non échue	-914	-1 348	1 751	-12 855

Remarque : Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins financiers nets.

Hausse des recettes budgétaires d'avril à décembre

D'avril à décembre 1997, les recettes budgétaires ont grimpé de 6,8 milliards de dollars (6,7 p. 100) d'une année sur l'autre. Cette hausse traduit surtout la vigueur soutenue de l'économie.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 4,0 milliards de dollars (8,1 p. 100), résultat des montants plus élevés d'impôt payés à la déclaration et des acomptes provisionnels trimestriels, se rapportant à la croissance accélérée du revenu enregistrée pendant l'année d'imposition 1996, ainsi que de l'augmentation des retenues à la source sur le revenu d'emploi correspondant à la forte croissance de l'emploi cette année. On constate également un transfert net des comptes du Régime de pensions du Canada et de l'assurance-emploi lié aux sommes versées en trop dans ces comptes relativement aux années d'imposition antérieures.
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont grimpé de 2,7 milliards de dollars (27,6 p. 100) en raison d'une augmentation des bénéfiques correspondant au raffermissement de l'économie.
- Les cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 0,2 milliard de dollars (1,7 p. 100), largement à cause d'un transfert au titre des recettes d'impôt sur le revenu des particuliers lié aux montants payés en trop pour l'année d'imposition 1996.

Le solde budgétaire fédéral 1996-97 et 1997-98

Cumul annuel
en milliards de dollars

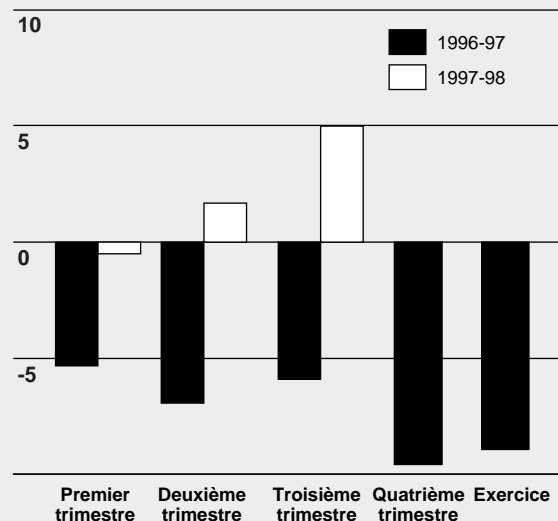


Tableau 2

Recettes budgétaires

	décembre		d'avril à décembre		
	1996	1997	1996-97	1997-98	Variation
			(en millions de dollars)		(en %)
Impôts sur le revenu					
Impôt sur le revenu des particuliers	7 146	8 281	49 713	53 717	8,1
Impôt sur le revenu des sociétés	1 478	2 046	9 859	12 577	27,6
Autres	253	16	1 728	1 593	-7,8
Total des recettes d'impôt sur le revenu	8 877	10 343	61 300	67 887	10,7
Cotisations d'assurance-emploi	1 554	670	14 105	13 866	-1,7
Taxes et droits d'accise					
Taxe sur les produits et services	2 113	2 387	12 360	13 976	13,1
Droits de douane à l'importation	211	261	1 874	1 897	1,2
Taxes de vente et d'accise	604	713	5 960	6 402	7,4
Total des taxes et des droits d'accise	2 928	3 361	20 194	22 275	10,3
Total des recettes fiscales	13 359	14 374	95 599	104 028	8,8
Recettes non fiscales	814	1 256	6 231	4 645	-25,5
Total des recettes budgétaires	14 173	15 630	101 830	108 673	6,7

- Les rentrées nettes de TPS ont grimpé de 1,6 milliard de dollars (13,1 p. 100), ce qui traduit l'augmentation des dépenses de consommation assujetties à cette taxe.
- Les recettes au titre des droits de douane à l'importation sont presque inchangées, puisque la forte croissance des importations observée en 1997 a compensé l'effet des réductions tarifaires. Les autres taxes et droits d'accise ont augmenté de 0,4 milliard (7,4 p. 100), surtout en raison de la hausse des rentrées de taxes sur l'énergie.
- Les recettes non fiscales, qui comprennent le rendement des placements et d'autres recettes non fiscales comme les droits et le produit d'opérations de vente, sont en baisse de 1,6 milliard de dollars (25,5 p. 100), surtout par suite de l'inclusion, dans les résultats de 1996-97, du produit de la vente du Système de navigation aérienne (1,5 milliard).

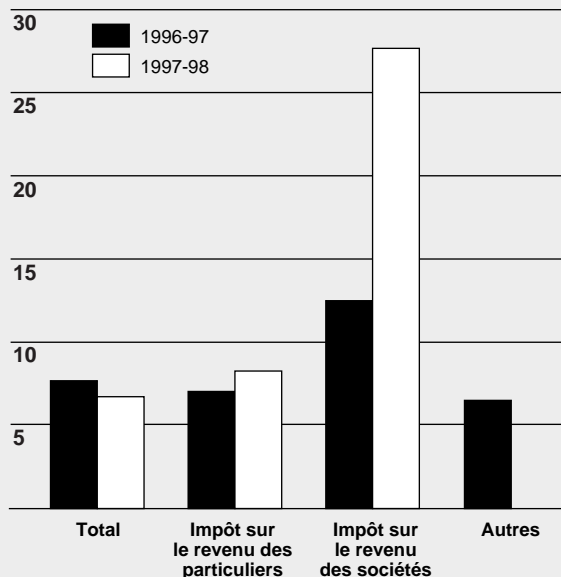
Baisse des dépenses de programmes d'avril à décembre

Les dépenses de programmes ont reculé de 2,9 milliards de dollars (3,9 p. 100) au cours des neuf premiers mois de 1997-98 par rapport à la même période l'an dernier. Cela est surtout attribuable à l'effet des compressions annoncées dans les budgets de 1994 et de 1995 ainsi qu'à la croissance de l'économie.

Recettes budgétaires 1996-97 et 1997-98

Augmentation d'une année sur l'autre, d'avril à décembre

variation en pourcentage



- Les principaux transferts aux personnes ont fléchi de 0,1 milliard de dollars, uniquement en raison de la baisse des prestations d'assurance-emploi, les prestations aux aînés ayant affiché une hausse. La diminution des prestations d'assurance-emploi est surtout attribuable au recul des prestations moyennes et du nombre de prestataires, traduisant avant tout l'effet des mesures de réforme et la baisse du nombre de chômeurs.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont chuté de 2,3 milliards de dollars, surtout en raison d'une baisse des transferts en espèces en vertu du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS). Dans le budget de février 1995, le gouvernement avait fixé à 25,1 milliards de dollars les droits au titre du TCSPS pour 1997-98, en baisse de 1,8 milliard par rapport à 1996-97. Ces droits sont versés aux provinces sous forme de transferts de points d'impôt et de transferts en espèces. Le transfert de points d'impôt représente la valeur de la marge fiscale que réserve le gouvernement fédéral aux provinces, ce qui leur permet de hausser d'un montant équivalent leurs taux d'imposition sans que les contribuables ne s'en ressentent. La valeur du transfert de points d'impôt augmente en fonction de la croissance des assiettes pertinentes. Le transfert en espèces représente donc la différence entre les droits et la valeur accrue du transfert des points d'impôt. Puisqu'il s'agit d'une somme résiduelle, le transfert en espèces, qui fait partie des dépenses de programmes, dépend à la fois du changement des droits et de la croissance de la valeur du transfert de points d'impôt. Les transferts en espèces au titre du TCSPS ont chuté de 2,2 milliards de dollars pendant les neuf premiers mois de 1997-98, par rapport à la même période l'an dernier. De cette somme, environ 1,3 milliard était imputable à la réduction des droits et le reste, à l'augmentation de la valeur du transfert de points d'impôt. Des ajustements liés à l'exercice 1995-96 permettront de verser en espèces 236 millions de dollars de plus aux provinces en mars 1998. Cette somme s'ajoute aux 143 millions de dollars supplémentaires que le gouvernement a affectés à ces transferts lorsqu'il a décidé, en décembre 1997, de devancer d'un an l'entrée en vigueur du plancher garanti de 12,5 milliards.
- Les dépenses de programmes directes, soit le total des dépenses de programmes moins les principaux transferts aux personnes et aux autres administrations, ont fléchi de 0,4 milliard de dollars. Cette composante comprend les subventions et autres paiements de transfert, les paiements aux sociétés d'État de même que les frais de fonctionnement et les immobilisations de l'appareil gouvernemental, dont la défense. À la différence de la réduction des droits accordés aux

autres administrations, entrée en vigueur en 1996-97, les mesures de compression instaurées dans les budgets de 1994 et de 1995 ont entraîné des réductions importantes depuis 1995-96. En outre, les réductions annoncées dans le cadre de l'Examen des programmes, prévu dans le budget de mars 1996, réduiront encore les dépenses de cette composante en 1998-99. Au chapitre des dépenses de programmes directes, les autres paiements de transfert ont augmenté, uniquement en raison des paiements liés à la vente du Système de navigation aérienne à NavCan, tandis que les dépenses visant les sociétés d'État, la défense et toutes les autres dépenses ministérielles ont diminué, traduisant surtout l'effet des mesures de compression.

Baisse des frais de la dette publique d'avril à décembre

Les frais de la dette publique ont diminué de 1,2 milliard de dollars (3,4 p. 100) d'une année sur l'autre. Ce fléchissement est attribuable à la baisse des taux d'intérêt réels moyens sur la dette du gouvernement fédéral, de même qu'à la baisse des besoins d'emprunt nets, ce qui traduit l'amélioration de la situation budgétaire dans son ensemble.

Dépenses budgétaires 1996-97 et 1997-98

Augmentation d'une année sur l'autre, d'avril à décembre

variation en pourcentage

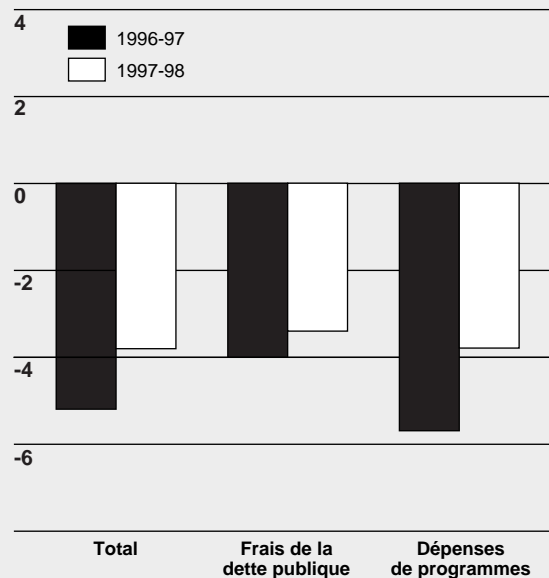


Tableau 3

Dépenses budgétaires

	décembre		d'avril à décembre		
	1996	1997	1996-97	1997-98	Variation
	(en millions de dollars)				(en %)
Paiements de transfert					
Particuliers					
Prestations aux personnes âgées	1 809	1 863	16 136	16 575	2,7
Prestations d'assurance-emploi	932	1 024	8 597	8 047	-6,4
Total	2 741	2 887	24 733	24 622	-0,4
Autres administrations					
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 267	1 047	11 325	9 163	-19,1
Transferts fiscaux	713	738	7 089	6 991	-1,4
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-166	-180	-1 513	-1 603	5,9
Total	1 814	1 605	16 901	14 551	-13,9
Subventions et autres transferts					
Agriculture	100	35	561	406	-27,6
Affaires étrangères	177	148	1 116	1 053	-5,6
Développement des ressources humaines	130	122	1 181	1 005	-14,9
Affaires indiennes et du Nord	290	299	2 799	2 940	5,0
Industrie et développement régional	257	263	1 111	1 249	12,4
Anciens combattants	112	108	1 017	1 024	0,7
Autres	298	324	2 009	2 422	20,6
Total	1 364	1 299	9 794	10 099	3,1
Total des transferts	5 919	5 791	51 428	49 272	-4,2
Paiements aux sociétés d'État					
Société Radio-Canada	58	75	707	672	-5,0
Société canadienne d'hypothèques et de logement	173	225	1 358	1 303	-4,1
Autres	134	108	949	830	-12,5
Total	365	408	3 014	2 805	-6,9
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital					
Défense	810	734	6 453	6 242	-3,3
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 250	1 376	13 066	12 747	-2,4
Total	2 060	2 110	19 519	18 989	-2,7
Total des dépenses de programmes	8 344	8 309	73 961	71 066	-3,9
Frais de la dette publique	3 638	3 718	33 795	32 630	-3,4
Total des dépenses budgétaires	11 982	12 027	107 756	103 696	-3,8

La revue financière

Tableau 4

Déficit et besoins financiers ou excédent

	décembre		d'avril à décembre	
	1996	1997	1996-97	1997-98
	(en millions de dollars)			
Déficit ou excédent	2 191	3 603	-5 926	4 977
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	176	460	872	640
Autres	-7	-242	-411	-393
Total	169	218	461	247
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	-428	-502	-413	-203
Comptes de pension de retraite	2 635	2 728	6 596	5 881
Autres	49	-6	205	-243
Total	2 256	2 220	6 388	5 435
Autres opérations	-3 794	-4 864	-3 855	-3 746
Total des opérations non budgétaires	-1 369	-2 426	2 994	1 936
Besoins financiers ou excédent (opérations de change exclues)	822	1 177	-2 932	6 913
Opérations de change	1 573	2 238	-2 206	7 840
Total des besoins financiers ou excédent	2 395	3 415	-5 138	14 753

Tableau 5

Besoins financiers ou excédent et opérations de la dette non échue

	décembre		d'avril à décembre	
	1996	1997	1996-97	1997-98
	(en millions de dollars)			
Total des besoins financiers ou excédent	2 395	3 415	-5 138	14 753
Opérations de la dette non échue				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables	6 106	6 313	25 360	16 888
Obligations d'épargne du Canada	-273	-248	2 962	-2 205
Bons du Trésor	-6 800	-7 600	-30 900	-26 600
Autres	-1	-1	307	159
Sous-total	-968	-1 536	-2 271	-11 758
Moins dette non échue détenue par le gouvernement	113	-24	-343	-52
Total	-855	-1 560	-2 614	-11 810
Payables en devises				
Obligations négociables	0	109	2 743	-126
Billets et prêts	0	0	0	0
Bons du Canada	-59	117	-147	-566
Billets du Canada	0	-14	1 769	-353
Total	-59	212	4 365	-1 045
Total des opérations de la dette non échue	-914	-1 348	1 751	-12 855
Variation de l'encaisse	1 481	2 067	-3 387	1 898

Tableau 6

Encaisse, dette non échue et dette au 31 décembre

	1996	1997
	(en millions de dollars)	
Encaisse en fin de période		
En dollars canadiens	5 151	11 259
En devises	4	3
Total de l'encaisse	5 155	11 262
Solde de la dette non échue		
Payable en dollars canadiens		
Obligations négociables	278 125	299 451
Bons du Trésor	135 200	108 800
Obligations d'épargne du Canada	34 390	31 287
Autres	3 785	3 627
Total partiel	451 500	443 165
Moins :		
Dette non échue détenue par le gouvernement	1 376	1 140
Total	450 124	442 025
Payable en devises		
Obligations négociables	12 257	12 334
Billets et prêts	0	0
Bons du Canada	6 839	7 870
Billets du Canada	2 079	1 768
Total	21 175	21 972
Total de la dette non échue	471 299	463 997

Excédent financier d'avril à décembre

Les besoins et excédents financiers mesurent la différence entre les rentrées et les sorties de fonds du gouvernement fédéral. Un excédent financier est habituellement supérieur à un excédent budgétaire puisqu'il porte sur les prêts, les dotations en capital et les avances, les comptes de pension des fonctionnaires fédéraux, d'autres comptes à fins déterminées, de même que divers postes de l'actif et du passif. Ces opérations sont comprises dans les opérations non budgétaires. En outre, l'excédent budgétaire est habituellement déterminé selon la méthode de comptabilité d'exercice. Les chiffres sur les opérations non budgétaires reflètent aussi le passage de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse. Les opérations non budgétaires constituent habituellement des ressources nettes pour le gouvernement.

D'avril à décembre 1997, les opérations non budgétaires ont constitué pour le gouvernement des ressources nettes de 1,9 milliard de dollars, comparativement à 3,0 milliards pour la même période l'an dernier. La baisse des ressources nettes découle du transfert de l'actif des

régimes de pension pertinents à NavCan et du paiement ponctuel spécial fait à la Fondation canadienne pour l'innovation.

Compte tenu d'un excédent budgétaire de 5,0 milliards de dollars et de ressources nettes de 1,9 milliard provenant des opérations non budgétaires, on constate, pour les neuf premiers mois de 1997-98, un excédent financier, opérations de change exclues, de 6,9 milliards de dollars. Cela contraste avec un besoin net de 2,9 milliards pour la même période l'an dernier.

Le Compte du fonds des changes a pour objet de promouvoir l'ordre et la stabilité du dollar canadien sur le marché des changes. À cette fin, il achète des devises (vend des dollars canadiens) lorsque le dollar canadien subit des pressions à la hausse, et il vend des devises (achète des dollars canadiens) quand des pressions à la baisse s'exercent sur le dollar canadien. Pendant les neuf premiers mois de 1997-98, les opérations de change se sont traduites par des ressources nettes de 7,8 milliards de dollars, comparativement à un besoin de 2,2 milliards pour la même période l'an dernier.

La revue financière

C'est ainsi que, pour les neuf premiers mois de 1997-98, le gouvernement a obtenu un excédent financier, opérations de change incluses, de 14,8 milliards de dollars, comparativement au besoin net de 5,1 milliards observé pour la même période l'an dernier.

Au cours des neuf premiers mois de 1997-98, le gouvernement a remboursé 12,9 milliards de dollars de sa dette détenue sur les marchés. La structure de cette dette a également changé de façon marquée afin de réduire davantage les risques découlant des fluctuations imprévues des taux d'intérêt. La part de la dette détenue dans des instruments à court terme à taux flottant, principalement des bons du Trésor, a été réduite alors que celle sous forme d'instruments à plus long terme a été accrue.

Compte de service et de réduction de la dette

En juin 1991, le projet de loi instituant le Compte de service et de réduction de la dette a reçu la sanction royale. Ainsi, depuis le 1^{er} avril 1991, toutes les recettes perçues au titre de la taxe sur les produits et services, diminuées des crédits de taxe sur les intrants, des remboursements et du crédit pour faibles revenus, de même que le produit net résultant de la vente de sociétés d'État et les dons à l'État affectés à la réduction de la dette doivent, d'après la loi, être versés directement au Compte. Le solde de celui-ci ne peut servir qu'à acquitter les frais de service de la dette et, en dernier lieu, à la rembourser. Le Compte est vérifié annuellement par le vérificateur général du Canada.

Tableau 7

Compte de service et de réduction de la dette

	1991-92	1992-93	1993-94	1994-95	1995-96	1996-97
	(en millions de dollars)					
Recettes brutes de TPS	29 564	30 516	32 652	36 715	38 048	40 733
<i>Moins :</i>						
Remboursements	11 330	12 138	14 271	17 112	18 874	19 782
Crédit trimestriel aux contribuables à faibles revenus	2 262	2 503	2 685	2 816	2 799	2 872
Recettes nettes de TPS	15 168	14 868	15 696	16 787	16 374	18 079
Pénalités et intérêts perçus au titre de la TPS	19	71	90	129	135	159
Produits de la liquidation des participations dans les sociétés d'État et des actions de sociétés d'État	2	110			325	
Dons à l'État	0,4	0,1	0,2	0,5	0,3	0,3
Produits pour le Compte	15 190	15 050	15 786	16 916	16 835	18 238

Source : *Comptes publics du Canada – 1997*

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.

Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Paul Rochon, au (613) 996-9447.

Également diffusé sur Internet au <http://www.fin.gc.ca/>

This publication is also available in English.

Février 1998

